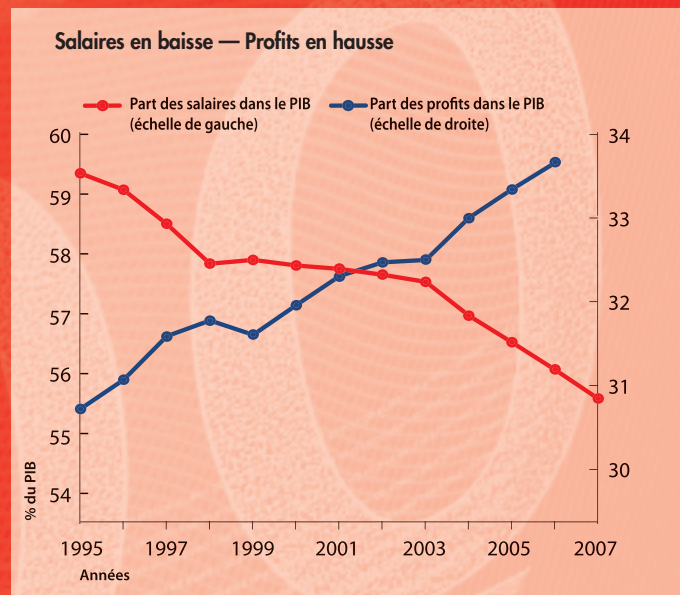


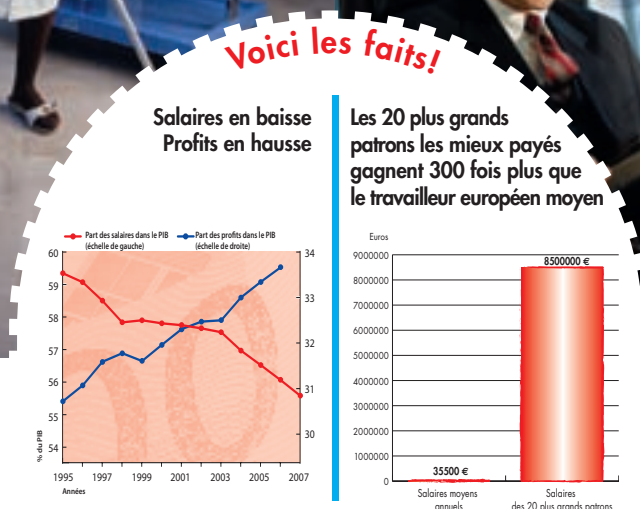
Les TRAVAILLEURS européens méritent de meilleurs salaires

Les salaires en Europe sont pris dans une spirale vers le bas: en effet, la part des salaires dans le revenu total (produit intérieur brut, PIB) ne cesse de diminuer. Par contre, les profits des entreprises et les inégalités augmentent continuellement. Il y a de l'argent mais il est de plus en plus inégalement réparti.

La Confédération européenne des syndicats (CES) dit « stop ». « Stop » aux appels récurrents à la modération salariale et « stop » aux gouvernements et aux employeurs qui utilisent trop librement la baisse salariale vis à vis de la plupart des travailleurs comme seule variable d'ajustement, lorsque les temps sont durs.



À L'OFFENSIVE POUR DES SALAIRES ÉQUITABLES



C'est pourquoi la Confédération européenne des syndicats lance une campagne européenne sur les salaires et organise une Euro-manifestation le 5 avril 2008 à Ljubljana pour réclamer des augmentations salariales. Ce sera le message que le mouvement syndical européen adressera aux Ministres des finances européens qui se réuniront en Slovénie le même jour.



CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES)

Boulevard du Roi Albert II, 5 - 1210 Bruxelles
 Tél + 32 2 224 04 11 - Fax + 32 2 224 04 54/55
 E-mail : etuc@etuc.org - www.etuc.org



CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES)

Les SALAIRES en Europe: des réalités inquiétantes



- Depuis des années, **le pouvoir d'achat en Europe stagne**¹. De plus, les augmentations récentes des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, combinées avec des hausses salariales très faibles, aggrave la situation du pouvoir d'achat des salariés.
- Les travailleurs européens sont de plus en plus qualifiés et productifs, mais ce sont les entreprises seules qui en tirent profit. Depuis 1997, la part des profits dans le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de plus de trois pour cent. En chiffre absolu, cela représente une **une redistribution du revenu total vers les profits** de 2 500 euros par salarié² !
- **De même, les inégalités explosent en Europe**. En 2005, le groupe représentant les 20% des revenus les plus hauts gagnent cinq fois plus que les 20% des revenus les plus bas. En 2000, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres était limitée à un ratio de 3.5.
- **La stagnation salariale d'une partie croissante de la population contraste toujours plus avec la richesse d'une minorité**: les 20 présidents des groupes européens les mieux renumérés gagnent en moyenne 8,5 millions d'euros par an, soit 300 fois plus qu'un travailleur européen moyen ! Les riches

ses augmentent mais la redistribution salariale ne se fait pas équitablement.

- **Les femmes, les jeunes, les migrants souffrent particulièrement de la discrimination salariale**. L'écart salarial entre un homme et une femme est de 15%, et rien n'indique que cet écart va diminuer.
- Trente millions de travailleurs en Europe - un travailleur sur sept³ - perçoit un bas⁴ salaire. **On parle de plus en plus de travailleurs pauvres**.
- **Les travailleurs du secteur public** ont été particulièrement touchés par les politiques de consolidation budgétaire. La modération salariale de ce secteur est encore plus prononcée que dans le secteur privé. Maintenant que les budgets sont redressés, ces mêmes travailleurs sont « invités », une fois de plus, par les ministres des finances, à donner « le bon exemple » en continuant d'accepter la modération salariale.

¹ Augmentation salaire réelle cumulée

² Chiffre valable pour la zone euro

³ Cela représente 15%.

⁴ Défini comme un salaire en dessous des 2/3 d'un salaire moyen.

Les CONSÉQUENCES pour l'Europe: une économie affaiblie, une société divisée

- Une modération salariale excessive menace la dynamique de la demande intérieure. Elle nuit à la croissance économique et à la création d'emploi. C'est ce qui se passe actuellement dans de nombreux pays d'Europe.
- Le raisonnement selon lequel les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain, n'est plus valable dans une économie européenne intégrée. Alors que la demande est basse et risque de le rester, les entreprises européennes utilisent leurs profits excédentaires pour spéculer dans les carrousels du capitalisme financier, au lieu d'utiliser ces profits pour des investissements productifs.
- L'augmentation des contrats de travail précaires, de l'insécurité des travailleurs, des salaires de pauvreté et l'absence d'un partage équitable entre salaires et profits minent la motivation des travailleurs et leur volonté de s'engager dans des lieux de travail innovants et de haute productivité.
- L'augmentation du nombre de travailleurs pauvres montre la façon dont le modèle social européen a été affaibli par le dumping social et la pensée unique économique. En Europe, il y a actuellement plus de travailleurs pauvres que de chômeurs pauvres : 18,9 millions contre 6,9 millions !

- L'Europe est en train de perdre la bataille de la globalisation. Être en compétition avec des pays comme la Chine sur la base des bas salaires et des conditions de travail précaires est une erreur fondamentale !

Pour toutes ces raisons:

nous disons **non** aux employeurs qui font pression sur les travailleurs pour accepter une modération salariale alors qu'ils n'appliquent pas ces principes à eux-mêmes.

Nous disons **non** à ceux qui attaquent les syndicats parce que les travailleurs demandent une augmentation de leur pouvoir d'achat et de leurs salaires minimum. Nous disons **non** aux ministres des finances qui prônent une politique salariale pour les travailleurs du secteur public, ce qui réduit le pouvoir d'achat et empêche les salaires d'augmenter au rythme de l'inflation.

Nous disons **non** à la Banque centrale européenne afin qu'elle n'interfère pas dans les conventions collectives autonomes.

Ce que les SYNDICATS EUROPÉENS exigent: de meilleurs salaires pour une Europe meilleure

- Une augmentation des salaires équitables et l'augmentation du pouvoir d'achat pour stimuler l'économie et créer plus d'emplois et des emplois de meilleure qualité
- Des négociations collectives plus fortes pour mettre fin aux stratégies qui risquent de dresser les travailleurs européens les uns contre les autres
- Une véritable égalité salariale entre femmes et hommes
- Un salaire égal à travail égal pour tous les travailleurs y compris les intérimaires et les détachés
- Des salaires minimum décents supprimant l'exploitation des plus vulnérables
- Une modération salariale en direction

des cadres de haut niveau et des contrôles sur les salaires les plus hauts et les inégalités galopantes

- Le combat contre la précarité des travailleurs à travers le renforcement des droits pour tous
- Plus de possibilités de formation tout au long de la vie.

En bref, nous voulons des négociations collectives renforcées et autonomes permettant à tous de bénéficier équitablement des fruits de la croissance.

